



MARCHES  
DES ORGANISMES  
DE SECURITE  
SOCIALE

C.C.P.  
POUR MARCHES DE FOURNITURES COURANTES  
ET SERVICES

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

### **PRESTATION DE SERVICE SOCIAL INTERNE À DESTINATION DES AGENTS DE LA CAF DU BAS-RHIN**

Identification de l'organisme  
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU BAS-RHIN  
22 route de l'hôpital  
67092 STRASBOURG CEDEX

Accord-cadre N° PRL 2025-101

## Table des matières

I.	Objet du marché.....	4
II.	Parties contractantes .....	4
III.	Pièces constitutives .....	4
IV.	Allotissement .....	5
V.	Forme de l'accord-cadre .....	5
VI.	Durée et reconductions .....	5
VII.	Description des prestations .....	5
	7.1 Description générale du besoin .....	5
	7.2 Volumétrie .....	6
	7.3 Émission des bons de commande.....	6
	7.4 Description des tranches .....	6
	7.5 Délais d'exécution.....	6
	7.6 Suivi de la prestation .....	7
	7.7 Vérification des prestations / Procédure de validation .....	7
	7.8 Obligation de discrétion et de confidentialité .....	7
VIII.	Sous-traitance .....	8
IX.	Conditions d'exécution financière .....	8
	9.1 Prix de l'accord-cadre .....	8
	9.2 Variation dans les prix.....	8
	9.2.1 Mois d'établissement des prix.....	8
	9.2.2 Modalités de révision des prix.....	8
	9.3 Modalités de règlement .....	9
	9.3.1 Présentation des demandes de paiement.....	9
	9.3.2 Délai de paiement .....	10
	9.3.3 Paiement .....	10
	9.3.4 Mesures Facilitant le Financement Bancaire du Marché .....	10
	9.3.5 Retenues de garanties.....	10
	9.3.6 Facturation et paiement en cas de groupement.....	10
	9.4 Avance .....	11
X.	PENALITES.....	11
XI.	Vérification de la situation administrative des titulaires et des sous-traitants .....	11
	11.1 Assurances .....	11
	11.2 Lutte contre la fraude fiscale et le travail dissimulé .....	12
	11.3 Modification dans la situation du titulaire.....	13
XII.	Droit - Règlement des litiges.....	13
XIII.	Résiliation .....	13
XIV.	Protection des données .....	13
XV.	Dérogations au CCAG.....	14

9.2.2 Modalités de révision des prix.....14

9.3.6 Facturation et paiement en cas de groupement.....14

## **I. OBJET DU MARCHÉ**

---

La présente consultation porte sur la mise en place d'une prestation de service social interne à destination des agents de la CAF du Bas-Rhin.

La présente consultation s'inscrit dans une démarche visant à améliorer les conditions de vie au travail des employés de la CAF du Bas-Rhin.

## **II. PARTIES CONTRACTANTES**

---

Les parties contractantes sont :

-D'une part :

La Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin

22 route de l'Hôpital

67 092 STRASBOURG Cedex

Représentée par M. Brisbois, Directeur et désignée dans le présent CCP par l'expression « le Pouvoir Adjudicateur ».

-D'autre part :

**l'Opérateur Economique** qui conclut le marché avec le Pouvoir Adjudicateur et désigné dans le présent CCP par l'expression « l'Opérateur Economique » ou « le Titulaire ».

La personne habilitée à représenter le Pouvoir Adjudicateur est le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin. Le comptable assignataire est la Directrice Comptable et Financière de la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin.

Le Titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant. Ce responsable est désigné dans le présent CCP par l'expression « le représentant de l'Opérateur Économique ».

Les échanges entre les parties concernant l'exécution opérationnelle du contrat sont réalisés via des adresses électroniques partagées pour permettre une meilleure circulation de l'information.

## **III. PIÈCES CONSTITUTIVES**

---

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE), et ses annexes AE1 « Bordereau des prix » et AE2 « Valeur technique »
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe AX1 « RGPD »,
- Le cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS), arrêté du 30 mars 2021, exception faite des dérogations indiquées au dernier article du présent CCP,
- Les bons de commandes,
- Le mémoire technique du titulaire.

Etant rappelé que le présent accord-cadre est passé sous le fondement de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité sociale.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois « M<sub>0</sub> ».

Les pièces mentionnées ci-dessus, y compris celles qui ne sont pas fournies avec le dossier de consultation, sont réputées connues. Les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

Tous les documents, correspondances et factures doivent être rédigés en français. Les frais de traduction sont à la charge du titulaire.

Toute disposition du mémoire technique du titulaire, plus favorable au Pouvoir adjudicateur que les autres documents constitutifs du marché, prime sur ces derniers.

#### **IV. ALLOTISSEMENT**

---

Sans objet.

#### **V. FORME DE L'ACCORD-CADRE**

---

Le présent contrat prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire en application des articles L.2123-1, L.2125-1, R.2123-1, R.2162-2, R.2162-4 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande, avec un maximum en montant annuel fixé à 15 000 € HT.

#### **VI. DURÉE ET RECONDUCTIONS**

---

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa notification.

L'accord-cadre pourra faire l'objet de trois reconductions tacites d'un an chacune.

La décision de non-reconduction sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au titulaire au plus tard trois mois avant la fin de la période de validité du marché par courrier recommandé avec accusé de réception ou par le biais du profil acheteur. Le titulaire ne peut s'opposer aux reconductions.

#### **VII. DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

---

##### **7.1 DESCRIPTION GÉNÉRALE DU BESOIN**

Le présent accord-cadre a pour but de répondre aux difficultés sociales rencontrées par les agents de la CAF du Bas-Rhin qui souhaitent être aidés.

##### Rôle auprès des agents demandeurs :

Le titulaire a pour rôle d'assurer l'écoute, l'information et l'accompagnement de tout agent demandeur. La mission du titulaire peut couvrir les domaines suivants :

- Santé
- Difficultés budgétaires
- Difficultés liées au logement
- Difficultés familiales
- Difficultés administratives
- Vie au travail

De manière générale, les agents intéressés devront prendre préalablement rendez-vous auprès du titulaire, par téléphone ou par mail. Toutefois, en cas de situation d'urgence, le titulaire devra être en mesure d'accueillir des agents sans rendez-vous lors de ses permanences au siège de la CAF du Bas-Rhin.

##### Rôle auprès de l'employeur :

Le titulaire a également pour rôle d'informer et de conseiller l'employeur afin de prévenir au mieux les risques psychosociaux liés au travail au sein de l'entreprise, d'améliorer la qualité de vie au travail et de proposer un accompagnement en matière de retour ou de maintien dans l'emploi des salariés concernés.

En plus des obligations de discrétion et de confidentialité décrites à l'article 7.8 du présent CCP, le titulaire doit garantir l'anonymat des agents ayant recours aux prestations du marché, aussi bien en ce qui concerne l'identité des agents que sur les difficultés rencontrées par ces agents.

## **7.2 VOLUMÉTRIE**

La CAF du Bas-Rhin compte environ 520 agents, dont 480 au siège situé 22 route de l'hôpital à Strasbourg.

La présente consultation prévoit une prestation mensuelle, organisée comme suit :

- Une permanence de 3h30 qui se déroulera soit le mardi soit le jeudi. Cette permanence se tiendra exclusivement au siège de la CAF du Bas-Rhin.
- Un temps de travail de traitement des dossiers (suivi, démarches, recherches) d'une durée de 3h30.

La présente consultation prévoit en outre la possibilité de réaliser des vacations supplémentaires, de façon ponctuelle ou pérenne. Ces vacations supplémentaires seront organisées de la même manière que les vacations de base. Elles seront réalisées à l'initiative du titulaire, qui devra toutefois justifier la nécessité de réaliser ces prestations complémentaires, éléments chiffrés à l'appui. Les vacations supplémentaires ne pourront pas se dérouler le même jour que les vacations de base. Si la vacation de base se déroule le mardi, la vacation supplémentaire devra se tenir le jeudi, et inversement.

## **7.3 ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE**

Toutes les prestations donnent lieu à l'établissement d'un bon de commande. Les bons de commande seront établis sur la base des conditions tarifaires indiquées par le prestataire à l'annexe AE1 « bordereau des prix ». Les bons de commande seront notifiés par le Pouvoir Adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande signés par le Pouvoir Adjudicateur sont notifiés par tout moyen permettant de donner date certaine à l'envoi.

Le titulaire communique lors du dépôt de son offre une adresse mail correspondant à une boîte à lettres fonctionnelle, valide, utilisée, partagée et non personnelle ; cette adresse peut être utilisée pour la transmission des bons de commande. Le représentant administratif du Titulaire devra pouvoir y accéder. L'organisme se réserve la possibilité d'émettre les bons de commande par le biais du profil acheteur (plateforme de dématérialisation PLACE).

En cas de groupement d'entreprises, ces bons de commande sont transmis au seul mandataire du groupement. Les bons de commande ne peuvent être émis au-delà du terme de l'accord-cadre sur lequel ils se fondent.

## **7.4 DESCRIPTION DES TRANCHES**

Sans objet.

## **7.5 DÉLAIS D'EXÉCUTION**

La date d'exécution des prestations sera indiquée sur chaque bon de commande. Le délai minimum d'exécution à compter de l'expression du besoin est fixé à deux semaines. A réception du bon de commande, le titulaire dispose d'une semaine pour transmettre la ou les dates des permanences commandées.

En cas d'annulation d'une permanence, le titulaire est tenu de prévenir le pouvoir adjudicateur ainsi que les agents ayant pris rendez-vous dans un délai minimum de deux jours ouvrés. Le titulaire devra par ailleurs être en mesure de proposer un rendez vous de remplacement la semaine suivante.

Le titulaire devra transmettre ses éventuelles indisponibilités au moins 2 mois avant le début de la période concernée. Ces indisponibilités peuvent être dues à un évènement particulier mobilisant d'importantes ressources ou à une fermeture pour congés. Durant ces périodes, le titulaire sera libéré de toute obligation contractuelle. Ces indisponibilités ne pourront excéder trois semaines par an.

## **7.6 SUIVI DE LA PRESTATION**

Le titulaire est tenu de fournir un compte rendu semestriel détaillant la volumétrie traitée. Les compte-rendus devront être anonymisés.

Des réunions de suivi seront organisées annuellement, à la demande du pouvoir adjudicateur. A la demande du titulaire, la périodicité pourra toutefois être ramenée à trois mois. Ces réunions ont pour objectif d'évoquer notamment les difficultés rencontrées dans le cadre de l'exécution des prestations. Ces réunions se dérouleront dans la mesure du possible en présentiel, dans les locaux du siège de la CAF du Bas-Rhin. Le coût de ces prestations de suivi est réputé inclus dans les prix du titulaire.

A des fins de suivi qualité, la CAF du Bas-Rhin se réserve en outre la possibilité de mener des enquêtes anonymes auprès des usagers. Les résultats de ces enquêtes seront alors transmis au prestataires.

## **7.7 VÉRIFICATION DES PRESTATIONS / PROCÉDURE DE VALIDATION**

### 7.7.1 Obligation de moyens

Le titulaire est réputé mettre en œuvre les moyens matériels et humains décrits au présent CCP.

### 7.7.2 Vérifications et admissions

Les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS s'appliquent.

## **7.8 OBLIGATION DE DISCRÉTION ET DE CONFIDENTIALITÉ**

Sans préjudice de l'application de l'article 5 du CCAG-FCS et dans le cadre des dispositions prises par le Pouvoir Adjudicateur, l'Opérateur Économique se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret.

L'Opérateur Économique qui, à l'occasion de la livraison, de la fourniture ou de l'exécution du service du présent accord-cadre a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents, techniques, méthodes, procédés ou objets quelconques appartenant au Pouvoir Adjudicateur ou aux occupants du site, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'émetteur ou du Pouvoir Adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels le Pouvoir Adjudicateur ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent contrat.

L'Opérateur Économique doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent cette clause.

Si le titulaire dispose de moyens d'accès aux locaux (clés, codes), il s'engage à respecter les consignes relatives à la sûreté données au moment de la remise de la décharge.

## **7.9 PRINCIPES GÉNÉRAUX DE SÉCURITÉ**

Le pouvoir adjudicateur assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prend l'entreprise intervenant dans le cadre du présent accord-cadre. Le titulaire est tenu d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

Conformément à l'article 7 du CCAG-FCS, le titulaire veillera à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de santé et de sécurité des personnes, et de préservation du voisinage.

## **VIII. SOUS-TRAITANCE**

---

La sous-traitance sera réalisée dans les conditions définies par les articles L.2193-1 à 7 et R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

Le titulaire est tenu de déclarer et de faire agréer par le pouvoir adjudicateur ses sous-traitants avant tout commencement d'exécution des prestations sous-traitées.

La déclaration de sous-traitance précise tous les éléments des articles R.2193-1 à 16 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Le détail des prestations exécutées par le sous-traitant,
- Le compte à créditer.

Lorsque la déclaration est présentée dans l'offre, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

## **IX. CONDITIONS D'EXÉCUTION FINANCIÈRE**

---

### **9.1 PRIX DE L'ACCORD-CADRE**

#### 9.1.1 Forme des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix forfaitaires.

#### 9.1.2 Contenu des prix

Les prix sont établis nets et hors T.V.A en €. Ils correspondent à l'entière et parfaite exécution des prestations dans le cadre de l'accord-cadre.

De manière générale, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation ainsi que toutes les dépenses afférentes à son exécution.

Aucun frais supplémentaire ne sera supporté par la CAF du Bas-Rhin autre que les coûts indiqués à l'annexe AE1 « Bordereau des prix », à l'exception d'éventuels frais de démarches qui seront facturés au réel. A ce titre, le prestataire devra fournir les justificatifs des montants facturés.

#### 9.1.3 Impact de l'ajout/suppression/suspension de sites ou d'installations

Sans objet.

### **9.2 VARIATION DANS LES PRIX**

#### 9.2.1 Mois d'établissement des prix

Par dérogation aux articles 10.1.2 et 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de septembre 2025 ; ce mois est appelé « mois zéro » (M<sub>0</sub>).

#### 9.2.2 Modalités de révision des prix



Les prix fixés à l'acte d'engagement sont révisables à la date anniversaire de l'accord-cadre avec effet au début de la nouvelle période contractuelle. Ils sont révisés à l'aide de la formule suivante :

$$P = P_o \times IND / IND_{Mo}$$

Dans laquelle :

P = Prix unitaire H.T. révisé

P<sub>o</sub> = Prix unitaire H.T. figurant à l'acte d'engagement (prix initial)

IND = Dernière valeur connue de l'indice INSEE du coût horaire du travail « services administratifs, soutien »  
- Base 2008

IND<sub>Mo</sub> = Valeur de l'indice, au mois précédant l'établissement des prix figurants au bordereau des prix (septembre 2025).

L'historique de l'indice est consultable à l'adresse suivante :

**[www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565196](http://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565196)**

Clause de sauvegarde :

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieurs à 4% par an, l'organisme se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité, par dérogation aux articles 38 à 42 du CCAG-FCS. Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouvel accord-cadre, la résiliation ne prendra effet que 3 mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix. Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 4%.

### **9.3 MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

#### **9.3.1 Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement sont à déposer sur Chorus Pro. Les mentions à compléter pour le dépôt des factures sont les suivantes :

SIRET : 778 868 497 00034

Code service : AIDD

La facturation relative aux différentes prestations prévues dans le cadre de ce marché est émise après réalisation des prestations. Les comptes seront réglés conformément aux dispositions des articles L.2192-10 et R.2192-10 du code de la commande publique suivant les modalités détaillées ci-après.

Les factures devront comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale et adresse de l'entreprise titulaire du présent marché,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal (comportant les codes BIC et IBAN),
- La nature de la prestation, l'intitulé et le numéro de l'accord-cadre et les quantités exécutées,
- Le numéro du bon de commande correspondant,
- Le montant hors T.V.A.,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant total T.T.C.,
- La date de la facture.

Toute facture non conforme à ces prescriptions sera retournée pour redressement des anomalies relevées au titulaire. Le délai global de paiement de la facture sera alors suspendu conformément à l'article R.2192-27 du code de la commande publique et ce, jusqu'à réception des documents conformes demandés.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

#### 9.3.2 Délai de paiement

Les sommes dues seront payées dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Tout dépassement de ce délai donnera lieu à l'application des intérêts moratoires calculés sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points, et ce, à compter du jour suivant l'expiration du délai. L'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

#### 9.3.3 Paiement

L'ordonnateur chargé d'émettre et de réceptionner les titres de paiement est :

Monsieur le Directeur de la CAF du Bas-Rhin  
22 Route de l'hôpital  
67092 STRASBOURG Cedex

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame la Directrice Comptable et Financière de la CAF du Bas-Rhin  
22 Route de l'hôpital  
67092 STRASBOURG Cedex

#### 9.3.4 Mesures Facilitant le Financement Bancaire du Marché

En vue de l'application éventuelle des articles R.2191-46 à R.2191-62 du code de la commande publique relatifs à l'affectation des marchés en nantissement dans les conditions prévues à l'article 9 du présent CCP sont désignés :

a. Comme comptable chargé du paiement :

Madame la Directrice Comptable et Financière de la CAF du Bas Rhin  
22 Route de l'hôpital  
67092 STRASBOURG Cedex

b. Comme personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-54 du code de la commande publique :

Monsieur le Directeur de la CAF du Bas-Rhin  
22 Route de l'hôpital  
67092 STRASBOURG Cedex

#### 9.3.5 Retenues de garanties

Le présent accord-cadre ne fait l'objet d'aucune retenue de garantie.

#### 9.3.6 Facturation et paiement en cas de groupement

La répartition des prestations et des paiements entre les membres du groupement ainsi que les comptes à créditer figurent dans l'acte d'engagement. Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-FCS chaque membre du groupement adresse sa demande de paiement au mandataire, qui la transmettra au pouvoir adjudicateur, selon les modalités décrites ci-dessus.

#### **9.4 AVANCE**

L'option retenue au sens de l'article 11.1 du CCAG-FCS est l'option A.

En application des articles L.2191-2 et 3 et selon les dispositions des articles R.2191-2 à 7 du code de la commande publique, une avance doit être accordée lorsque le montant initial du contrat est supérieur à 50 000 € HT et lorsque le délai d'exécution du contrat est supérieur à deux mois. Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du contrat qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le taux de l'avance est porté à 20 % lorsque le titulaire du contrat ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du code de la commande publique.

Dans les autres cas, le taux est fixé à 5 %.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le titulaire atteindra ou dépassera 65 % du montant initial TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant initial TTC du contrat.

Le droit à avance est ouvert pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée supérieure à deux mois. Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du bon de commande qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

#### **9.5 CESSION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES**

Les créances nées ou à naître dans le cadre du présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-46 et R.2191-47 du code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-60 du code de la commande publique est le Directeur de la CAF du Bas-Rhin ou son représentant habilité.

En cas de sous-traitance, l'accord-cadre ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

### **X. PENALITES**

---

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

En cas de permanence annulée non prévenue, la pénalité est fixée à 100 €. Si le titulaire est en mesure de réaliser une permanence de remplacement la semaine suivante, cette pénalité est toutefois réduite à 50 €.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAF-FCS, ces pénalités ne sont pas plafonnées.

### **XI. VÉRIFICATION DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE DES TITULAIRES ET DES SOUS-TRAITANTS**

---

#### **11.1 ASSURANCES**

Avant tout commencement d'exécution et pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire doit justifier qu'il est en possession d'une assurance responsabilité civile et professionnelle garantissant les tiers et le pouvoir adjudicateur en cas d'accidents corporels ou matériels causés dans le cadre de l'exécution de ses prestations.

Le Titulaire est responsable des conséquences dommageables des faits et actes commis, de son fait ou de celui de ses préposés, à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans le cadre de l'exécution des prestations.

Sont entendus comme dommages, les dommages matériels directs que subiraient les biens et les agents des organismes du fait des agissements des préposés du Titulaire, ainsi que les dommages causés aux tiers.

#### **11.2 LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE ET LE TRAVAIL DISSIMULÉ**

Le titulaire produit, tous les six mois à compter de la notification de l'accord-cadre, les documents prévus aux articles R.2143-6 à 12 du code de la commande publique :

- Une **attestation fiscale**, qui permet de justifier de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la T.V.A. et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) qui peut être obtenue :
  - soit, directement en ligne via le compte fiscal (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la T.V.A. : <http://www.impots.gouv.fr/>
  - soit, auprès du service des impôts via le formulaire n°3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, auto-entrepreneur)
- Une **attestation de vigilance** délivrée en ligne par l'URSSAF, datant de moins de 6 mois (*article D.8222-5 du code du travail*) : <https://mon.urssaf.fr/>
- La **liste nominative des salariés étrangers** employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D.8254-2, D.8254-3, D.8254-4, D.8254-5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.
- Une attestation d'assurance Responsabilité Civile en cours de validité.

Le candidat établi dans un Etat membre de la Communauté européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France. Si le pays ne peut fournir ces certificats, le candidat étranger produira une déclaration sous serment ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou autorité administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-13 du code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir gratuitement directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Le candidat met à la disposition du pouvoir adjudicateur les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace.

A défaut de remise spontanée de ces documents, le titulaire sera mis en demeure de s'exécuter dans un délai maximum de 30 jours.

En cas de situation irrégulière en matière de travail dissimulé, les dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail s'appliquent.

### **11.3 MODIFICATION DANS LA SITUATION DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

Il doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité des prestations.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

## **XII. DROIT - RÈGLEMENT DES LITIGES**

---

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution du présent accord-cadre est le Tribunal Judiciaire de Strasbourg.

## **XIII. RÉSILIATION**

---

Outre le cas prévu à l'article 11.2 du présent CCP et en complément des cas prévus aux articles 39, 40 et 41 du CCAG, le non-respect des pièces générales et particulières du présent accord-cadre par le titulaire entraîne, après mise en demeure assortie d'un délai d'un mois restée infructueuse, une résiliation de plein droit sans indemnité et sans préavis.

La résiliation pourra également être prononcée unilatéralement et sans indemnité en cas de non-respect des dispositions contractuelles, en cas d'inexactitude des documents et renseignements transmis au titre des articles R.2143-6 à R.2143-12 du code de la commande publique. Une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution d'un mois, est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, l'accord-cadre est résilié par l'organisme, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

## **XIV. PROTECTION DES DONNÉES**

---

Tant pendant la durée de l'accord-cadre qu'après son expiration, toutes les informations et ou tous les documents de toute nature communiqués au titulaire par l'organisme ou dont le titulaire, ses salariés, collaborateurs ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) à l'exclusion

des informations qui étaient notoirement et publiquement divulguées avant leur obtention et ou réception par le titulaire.

L'organisme se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

Tout manquement à ces obligations de confidentialité est susceptible d'entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales ultérieures qui seraient engagées à son encontre.

#### **XV. DÉROGATIONS AU CCAG**

Il est dérogé aux articles du CCAG-FCS suivants :

<b>Clauses</b>	<b>Articles du CCP qui dérogent au CCAG-FCS</b>	<b>Articles du CCAG-FCS concernés</b>
Pièces contractuelles	3. Pièces contractuelles	4
Mois d'établissement des prix	9.2.1 Mois d'établissement des prix	10.1.2 et 10.2.4
Clause de sauvegarde	9.2.2 Modalités de révision des prix	38 à 42
Facturation et paiement en cas de groupement	9.3.6 Facturation et paiement en cas de groupement	12.1.3
Seuil d'application des pénalités	10. Pénalités	14.1.1
Plafond des pénalités	10. Pénalités	14.1.2
Calcul des pénalités	10. Pénalités	14.1.3